

**ADMISSION AU COLLEGE UNIVERSITAIRE**

Samedi 18 février 2017

**SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES**

durée de l'épreuve : 3h – coefficient 2

Le sujet comporte 4 pages, y compris celle-ci. En cas d'anomalie, avertissez le surveillant.

La calculatrice n'est pas autorisée.

**Vous devez traiter les deux questions.**

---

**Question 1 : Question d'analyse microéconomique ou macroéconomique (6 points)**

Expliquer comment le producteur choisit le volume de sa production - vous pouvez illustrer votre raisonnement par une représentation graphique.

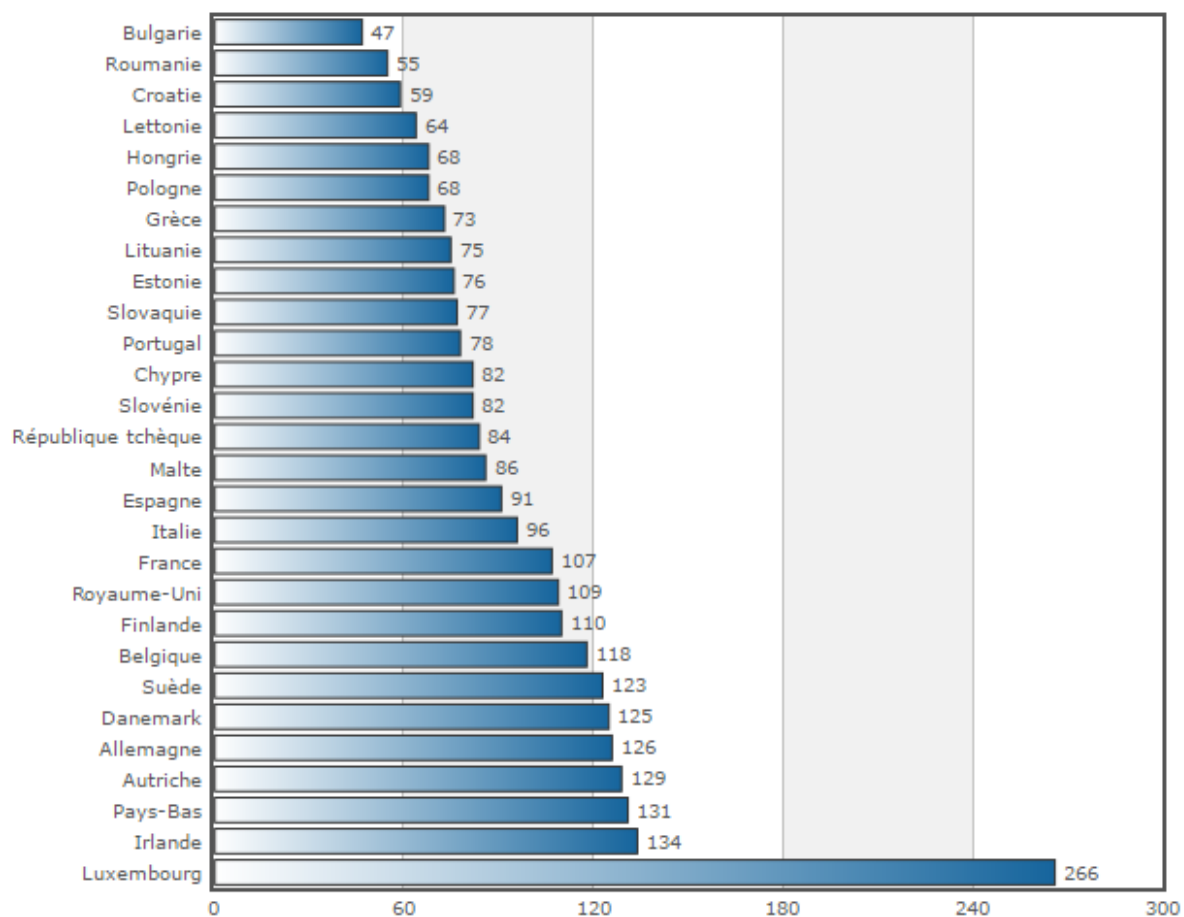
**Question 2 : Conduite d'un raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (14 points)**

Quelles sont les difficultés de la coordination des politiques économiques dans l'Union Européenne ?

*Dans le cas où un candidat repère ce qui lui semble être une erreur typographique, il le signale très lisiblement sur sa copie, propose la correction et poursuit l'épreuve en conséquence. Si cela le conduit à formuler une ou plusieurs hypothèses, il le mentionne explicitement.*

## Document 1

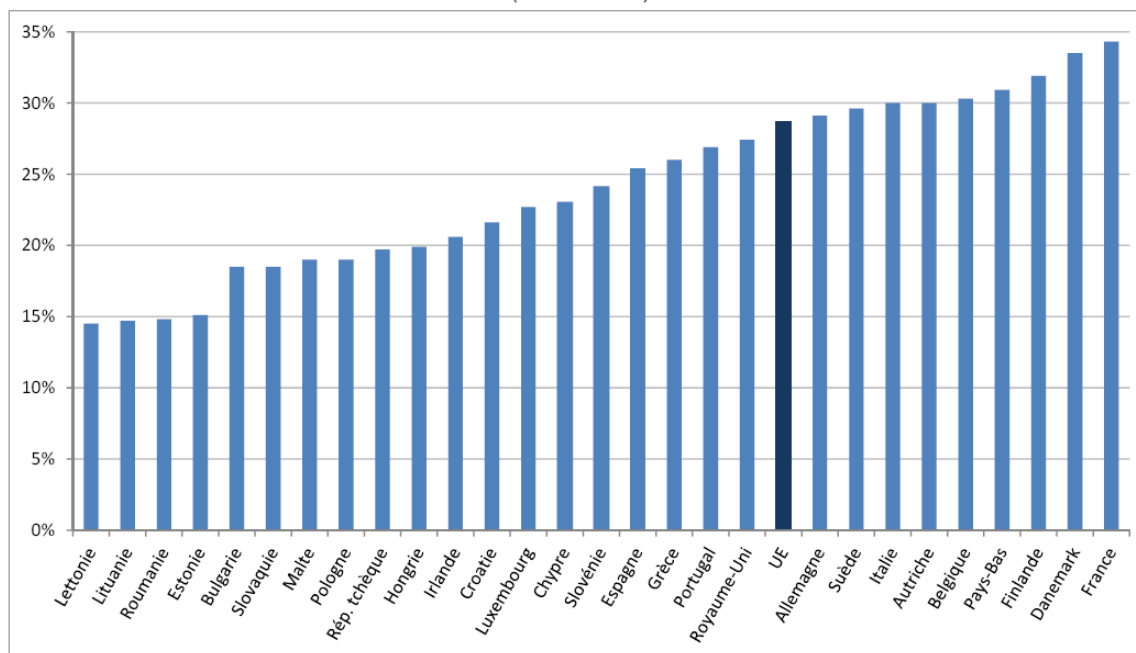
### PIB par habitant (UE-28 = 100)



Source : Eurostat

## Document 2

Dépenses de protection sociale dans les États membres de l'UE, 2014  
(en % du PIB)



Source : Eurostat

## Document 3

	Solde public (besoin net / capacité nette de financement du secteur consolidé des administrations publiques)				Dettes publiques (dette brute consolidée des administrations publiques, en % du PIB)			
	2011	2012	2013	2014	2011	2012	2013	2014
UE-28	-4,5	-4,2	-3,2	-2,9	80,9	83,7	85,5	86,8
Zone euro (ZE-19)	-4,1	-3,6	-2,9	-2,4	85,8	89,1	90,9	91,9
Belgique	-4,1	-4,1	-2,9	-3,2	102,0	103,8	104,4	106,5
Bulgarie	-2,0	-0,7	-0,9	-2,8	15,7	18,0	18,3	27,6
Rép. tchèque	-2,7	-3,9	-1,2	-2,0	39,9	44,6	45,0	42,6
Danemark	-2,1	-3,7	-1,1	1,2	46,4	45,6	45,0	45,2
Allemagne	-0,9	0,1	0,1	0,7	77,9	79,3	77,1	74,7
Estonie	1,2	-0,2	-0,2	0,6	6,0	9,7	10,1	10,6
Irlande	-12,7	-8,1	-5,8	-4,1	111,2	121,7	123,2	109,7
Grèce	-10,2	-8,7	-12,3	-3,5	171,3	156,9	175,0	177,1
Espagne	-9,4	-10,3	-6,8	-5,8	69,2	84,4	92,1	97,7
France	-5,1	-4,8	-4,1	-4,0	85,2	89,6	92,3	95,0
Croatie	-7,5	-5,3	-5,4	-5,7	63,7	69,2	80,6	85,0
Italie	-3,5	-3,0	-2,9	-3,0	116,4	123,1	128,5	132,1
Chypre	-5,8	-5,8	-4,9	-8,8	66,0	79,5	102,2	107,5
Lettonie	-3,3	-0,8	-0,7	-1,4	42,7	40,9	38,2	40,0
Lituanie	-8,9	-3,1	-2,6	-0,7	37,2	39,8	38,8	40,9
Luxembourg	0,4	0,1	0,9	0,6	19,1	21,9	24,0	23,6
Hongrie	-5,5	-2,3	-2,5	-2,6	81,0	78,5	77,3	76,9
Malte	-2,6	-3,6	-2,6	-2,1	69,7	67,4	69,2	68,0
Pays-Bas	-4,3	-4,0	-2,3	-2,3	61,3	66,5	68,6	68,8
Autriche	-2,6	-2,2	-1,3	-2,4	82,1	81,5	80,9	84,5
Pologne	-4,9	-3,7	-4,0	-3,2	54,8	54,4	55,7	50,1
Portugal	-7,4	-5,6	-4,8	-4,5	111,1	125,8	129,7	130,2
Roumanie	-5,3	-2,9	-2,2	-1,5	34,2	37,3	38,0	39,8
Slovénie	-6,6	-4,0	-14,9	-4,9	46,5	53,7	70,3	80,9
Slovaquie	-4,1	-4,2	-2,6	-2,9	43,4	52,1	54,6	53,6
Finlande	-1,0	-2,1	-2,5	-3,2	48,5	52,9	55,8	59,3
Suède	-0,1	-0,9	-1,4	-1,9	36,2	36,6	38,7	43,9
Royaume-Uni	-7,6	-8,3	-5,7	-5,7	81,8	85,8	87,3	89,4
Norvège	13,4	13,8	11,3	9,1	27,5	29,2	29,3	26,4

(\*) Données extraites le 21 avril 2015.

Source : Eurostat (codes des données en ligne : tec00127 et tsdde410)

## Document 4

Les arguments en faveur de la coordination des politiques budgétaires diffèrent selon que les économies sont touchées par des chocs symétriques ou asymétriques.

On appelle choc symétrique un événement exogène ayant un impact similaire sur la demande agrégée et/ou l'offre agrégée des différents pays de la zone. Les variations du prix du pétrole constituent des chocs d'offre symétriques pour les pays de la zone euro ; les fluctuations de l'activité aux Etats-Unis constituent des chocs de demande presque symétriques. Prenons l'exemple d'un choc de demande négatif (par exemple, une remontée du taux d'épargne aux Etats-Unis). En l'absence de coordination des politiques budgétaires, et si les externalités budgétaires sont positives, chaque pays est incité à ne pas tenter de stabiliser son activité, mais à attendre que ses partenaires le fassent. Ainsi, les politiques budgétaires sont insuffisamment actives. La coordination des politiques budgétaires permettrait alors d'internaliser l'externalité et de placer le déficit agrégé de la zone euro au niveau optimal, compte tenu de la réaction endogène du taux d'intérêt. Ce type de coordination se justifie aussi d'un point de vue d'économie politique. En effet, elle pourrait aider à créer le sentiment pour les populations et les décideurs politiques des différents pays membres d'appartenir à un même ensemble économique et social.

Parallèlement, une telle coordination éloignerait l'idée selon laquelle la BCE, dont le contrôle démocratique est relativement faible, apparaît seule responsable de la politique macroéconomique d'ensemble de la zone euro.

On appelle choc asymétrique, ou choc spécifique, un événement ayant un impact macroéconomique seulement dans un pays, ou avec une intensité différente selon les pays. Une variation de la demande dans un secteur de spécialisation, un événement politique ou social, peuvent constituer des chocs asymétriques. Prenons le cas d'une baisse de la demande dans un pays particulier. Si les externalités budgétaires sont positives, ce pays hésitera à stabiliser son activité de peur que cela ne profite essentiellement aux pays voisins, lesquels en profiteront pour contracter leur déficit budgétaire. S'il y a coordination budgétaire, au contraire, on peut imaginer que les pays partenaires s'engagent à ne pas pratiquer une contraction budgétaire juste au moment où le pays touché par le choc négatif doit relancer son économie.

« La coordination des politiques économiques en Europe : le malaise avant la crise ? », Joël BOURDIN et Yvon COLLIN, *Rapport d'information du Sénat*, n° 113, décembre 2007.